

**Monsieur Jean-Dominique GIULIANI**

*Président de la Fondation Robert Schuman*

**ETAT DE L'UNION EUROP2ENNE**

**Jean-Didier Blanchet**

Nous avons le plaisir d'accueillir Jean Dominique Giuliani. Il est licencié en Droit, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence, ancien Auditeur de l'IHEDN, de la 44<sup>ème</sup> session.

Après un passage au service international du ministère de l'agriculture, il rejoint en 1981 le groupe de l'union centriste au Sénat comme secrétaire général adjoint, puis comme secrétaire général. En 1992, il devient directeur de cabinet du Président du Sénat, Monsieur René Monory, et en 1995, il est nommé maître des requêtes au Conseil d'état, mais il démissionne pour rester auprès du Président du Sénat. Après un passage auprès de la direction générale du groupe TNS SOFRES, il fonde en 2001 sa propre entreprise de conseil international, intervenant plus particulièrement sur les questions européennes.

Depuis 2000, il préside la Fondation Robert Schuman. I

Il a publié de nombreux ouvrages portant notamment sur la politique européenne. Son expertise en ce domaine justifiait que l'on fasse appel à lui pour parler de l'Europe et de la crise actuelle. Je dois dire qu'à l'automne, lorsque certains experts prédisaient que l'euro ne passerait pas Noël, les lectures de ses éditoriaux donnaient des espoirs qui étaient fort réconfortants, et on vous en remercie.

Depuis, pour faire simple, je dirais que l'union monétaire a fonctionné de façon satisfaisante et que la BCE a agi de manière efficace sous les deux présidences.

En revanche, la gouvernance de l'union économique reste à mettre au point et le traité en cours d'adoption n'est peut-être pas suffisant et vous tenterez sûrement de répondre à cette question.

Vous avez bien voulu vous exprimer devant nous sur l'état de l'Union, nous vous en sommes extrêmement reconnaissants. Des questions vous seront posées sur ces sujets, notamment sur les actions extérieures de l'Union.

Jean-Dominique Giuliani, vous avez la parole.

## **Jean-Dominique Giuliani**

Merci beaucoup de m'accueillir ; je suis très impressionné de retrouver autour de la table tant d'éminentes personnalités que j'ai eu l'occasion de croiser à plusieurs reprises. Je ne suis pas certain de vous apporter un éclairage complet, mais je peux vous donner le témoignage d'un observateur intéressé et passionné qui a passé quelques années comme Conseiller spécial de la Commission européenne et qui a pu voir de l'intérieur comment cela fonctionnait et porter sur cette expérience un jugement assez lucide.

Si vous le voulez bien, je voudrais faire deux séries de réflexions et puis ensuite, discuter avec vous, à la lueur de votre expérience, pour tenter de répondre aux questions que vous vous posez et dont la première est « allons-nous surmonter cette crise et dans quel état, et comment peut-on en envisager la sortie ? »

Tout d'abord, sur le diagnostic, il ne faut pas se tromper. L'UE affronte une double crise et pourquoi ? Parce que la crise économique et financière que vous connaissez, se double à mon avis, d'une crise de gouvernance de l'UE que j'irais jusqu'à qualifier de crise institutionnelle latente depuis le traité de Maastricht. Il s'agit pour moi du dernier grand traité européen clair (il y en a dix en vigueur aujourd'hui), lisible par tout le monde, avec des objectifs précis quand il le faut en matières économique et monétaire, ambitieux mais clair en matière de politique étrangère, mais n'allant pas dans le détail des deux traités suivants de Nice et de Lisbonne, qui, à mon avis, paralysent des causes qui vous tiennent à cœur sur la politique étrangère et surtout sur la politique étrangère et de sécurité communes.

Et donc, depuis le traité de Maastricht, sous plusieurs influences, l'UE a pris un nouveau cours. On a déjà vu dans son histoire, depuis 62 ans, des aiguillages importants (le général de Gaulle a endossé le traité de Rome et a fait prendre par la Communauté européenne, une directive plus pragmatique et plus réaliste, à l'inverse de celle de la Communauté Européenne de Défense (CED) qui a échoué).

Un grand aiguillage a été pris au moment du compromis de Luxembourg, du plan Fouchet, et là je sens que depuis 1990, nous avons pris une autre voie, mais que nos gouvernants, les institutions de Bruxelles ou nos classes politiques, n'ont pas totalement mesuré et on a, si je puis dire « posé le sac » devant une construction européenne qui nécessite, comme le disait le chancelier Kohl, de s'en préoccuper tous les jours dans la conduite des affaires publiques.

Vous connaissez le constat ; on a créé l'euro au moment du traité de Maastricht sans vouloir organiser une gouvernance économique qui est le pendant naturel d'une union monétaire. C'est le défaut important de l'Union économique et monétaire qui est, je crois, en voie d'être corrigé, même s'il reste encore du travail.

Deuxième élément important : l'économie mondiale, depuis la chute de l'Union soviétique, a connu un bouleversement considérable que beaucoup avaient entrevu, mais que

nul n'imaginait aussi rapide et aussi fort. C'était à la même époque à partir de 1991 que le phénomène de mondialisation s'est accéléré, commençant par organiser une redistribution des rapports de force dans le monde.

Les pays européens, tout comme les Etats-Unis, sur le plan économique et financier ont plutôt cultivé ce bourreau et c'est à ce moment que les dettes et les déficits ont commencé à prendre des proportions vraiment préoccupantes. Pour la France, le dernier budget en équilibre était celui de 1975, je crois ; nous avons un million de chômeurs, une dette qui représentait 40% du PIB et nous avons continué, avec nos partenaires d'ailleurs, comme si de rien n'était. A l'époque, la France était plutôt mieux positionnée que l'Allemagne grâce aux efforts des années antérieures et à la croissance de 6,5% pendant plusieurs années. Nous avons donc continué à partir de cette époque du fait des alternances politiques ; nos gouvernants de droite comme de gauche ont laissé filer la situation d'une France qui était capable de redistribuer une richesse qui s'était considérablement accrue.

Cette crise, je l'analyse aujourd'hui comme une crise mondiale et pas seulement comme une crise européenne ;

La crise mondiale a commencé aux Etats-Unis en 2007 avec la crise des « subprimes », c'est-à-dire en quelque sorte le rappel fait à la banque centrale américaine que la politique qui consistait à utiliser jusqu'au bout la situation privilégiée du dollar avait quand même des limites ; la crise reste aux Etats-Unis jusqu'en 2009. Elle est très grave et Jean-Claude Trichet, président de la Banque Centrale Européenne (BCE), intervient dès août 2007 pour fournir des liquidités au système financier mondial et on peut dire à ce moment-là que l'euro sauve le système financier mondial d'un krach important.

Le doute commence à s'instaurer chez les grands investisseurs mondiaux qui restent très largement anglo-saxons et qui gèrent des produits de plus en plus compliqués avec l'argent de nouveaux riches (Amérique du Sud, Pays arabes). Le doute s'installe sur la solidité du système bancaire avec la chute de Lehmann Brothers le 15 septembre 2008 et des Etats, notamment parmi les plus riches, pourraient ne pas rembourser leur dette. On s'aperçoit que l'endettement a atteint des sommets spectaculaires (endettement des Etats-Unis de 100 % du PIB, soit 15 000 milliards de dollars.), la moyenne de la zone euro est de 60 % et pour le Japon c'est 210 %). La croissance a ralenti, affaiblie par les sociétés qui vivent plutôt à crédit. L'Europe elle, n'est pas unifiée dans sa gouvernance économique et reste très diverse dans ses réalités économiques et sociales.

Avec le recul du temps, il faudra analyser comment la crise se transporte en Europe début 2010 et on s'aperçoit que la Grèce (3 % du PIB de l'UE) pourrait conduire à un défaut de paiement Et au lieu de réagir comme l'auraient fait les Américains et les Japonais, l'Europe réagit dans une situation complètement désordonnée du niveau institutionnel et à celui de la gouvernance (divergence en raison des intérêts et des égoïsmes nationaux).

Les dysfonctionnements économique et financier de la Grèce n'ont pas été corrigés par l'Union européenne (la France et l'Allemagne s'étaient opposées, 6 mois auparavant, à une

directive de la Commission qui exigeait de la Grèce et des états-membres des comptes sincères, quitte à faire des inspections sur place. Aussi la responsabilité est un peu partagée et cette crise devient une crise de confiance et permet, à mon avis personnel, à ceux que l'euro vient déranger et qui n'ont pas intérêt à voir une Europe trop forte, de mettre à l'épreuve un système qui n'est pas complètement achevé. L'euro dérange car il est devenu en dix ans la 2<sup>ème</sup> réserve mondiale et la première pour les émissions obligataires les plus sûres. Les Chinois assurent l'euro. Les Pays arabes n'ont pas encore fait payer le pétrole en euros car les Américains ne le toléreraient pas, mais pratiquement toutes les familles princières du golfe placent leurs propres économies en euros, de préférence à Francfort, et cela gêne beaucoup. Ceci explique l'attitude des agences de notation qui s'acharnent à dire que l'euro va éclater.

Ceci m'a permis d'écrire mon éditorial qui était une réponse à Jacques Attali. Celui-ci a dit que l'euro ne passerait pas Noël. Tous les économistes se sont mis à entamer le refrain que nous avons créé un monstre et que nous allons y passer. Et cette crise de confiance est devenue une crise de confiance politique.

Ma seconde réflexion est que c'était déjà une crise de gouvernance, une crise institutionnelle parce que je crois qu'après Maastricht, on s'est arrêté de travailler à l'amélioration constante des institutions européennes qui sont devenues, sous l'empire de l'élargissement, quelque chose de non maîtrisable. Je peux vous dire que depuis le traité de Nice, il y a un commissaire par état-membre, un collège de 27 états-membres et on sent bien qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas. Il y a des différences de culture, ce sont des gens de grande qualité, on envoie les meilleurs (des hauts fonctionnaires) alors qu'à la Commission européenne, on a d'énormes pouvoirs, pouvoir d'évocation, pouvoir réglementaire, pouvoir périodique ; c'est vraiment la quintessence de la fonction publique, telle que d'ailleurs, les grands commissaires européens lorsque l'Allemagne et la France en avaient deux, comme tous les grands pays fondateurs l'ont fait dans les années 60-70. Je me rappelle ces personnalités comme Raymond Barre et désormais, nous n'avons plus cela. Nous avons une Commission qui est un organe très administratif et moi-même, j'enrageais quand je voyais comment étaient prises les décisions entre les états-membres qui ne voulaient plus avancer conduisant à une fonction publique européenne découragée.

Toutes les divergences entre personnalités d'état se trouvent dans ce maelstrom de Bruxelles où il a été très difficile de gouverner, où il faut des personnalités de grande envergure et où l'on ne nomme plus que des personnels de niveau moyen. Le Président de la République ne voulait pas reconduire Monsieur Barroso et n'était pas enchanté par Mme Ashton. Il a dû se ranger à l'avis général.

Je suis vraiment un européen mais je reconnais que la gouvernance des institutions pose toutes sortes de problèmes à commencer par un problème de légitimité démocratique qu'on ne peut compenser que par l'efficacité et la transparence absolue, en assumant des actes forts même si l'on doit prendre des distances avec les gouvernements nationaux, ce que Jacques Delors avait su faire en des périodes très difficiles, y compris la période de la réunification allemande.

Cette crise de gouvernance est devenue institutionnelle parce que depuis le traité de Maastricht on cherche à réformer les institutions, d'abord car le mécanisme de l'élargissement est lancé et qu'il faut adapter les institutions en permanence. Le Traité de Nice, conclu sous présidence française, est un très mauvais traité. On a donné à l'Espagne, à la Pologne presque autant de voix au Conseil que l'Allemagne et la France il a fallu revenir dessus au traité de Lisbonne et cela a été très douloureux, mais on a gardé une Commission très pléthorique et toute une série d'objectifs un peu généraux, fumeux qui pour les vrais européens doit conduire à rappeler que si nous décidons de mettre en commun certains attributs de souveraineté, c'est qu'on entend en garder d'autres : respecter nos identités, gérer la diversité et la dépasser par le haut mais jamais par le bas ; et ce n'est pas ce qui se passe depuis cette époque-là à mon sens.

L'élargissement était inscrit à la fois dans la réunification allemande et dans la chute de l'Union soviétique ; il a été traité de façon très sérieuse sur le plan juridique (protection des minorités, institutions démocratiques, rédaction des constitutions etc.)

Sur le plan économique de manière un peu plus formelle il est quand même sérieux et sur le plan politique, sur le plan de la vision politique de l'Europe, c'est quelque chose qui n'a pas du tout été traité. Malgré la joie qu'a pu causer la réunification de l'Europe, on voit aujourd'hui combien les visions du monde, de l'Europe ou les grands sujets internationaux sont différents au sein des états-membres et je suis sidéré de voir ces différences. Autant il est normal que les pays baltes qui avaient été occupés soient un peu nationalistes car ils construisent un état, même chose en Europe centrale et orientale. L'esprit qui domine, contre lequel un certain nombre de gouvernements luttent, est quand même un esprit qui rappelle le XIX<sup>ème</sup> siècle et l'époque des nationalités.

Cet élargissement était donc devenu une sorte de mot d'ordre et il l'est toujours pour la Commission européenne, d'où les réactions des Présidents Giscard d'Estaing et Sarkozy sur la Turquie que je partage personnellement pour avoir suivi le cheminement, sachant qu'il y a un moment où il faut savoir dire « non » avant que cela ne devienne une crise. Nous avons devant nous les Balkans que beaucoup d'entre vous connaissent mieux que moi et qui ne sont pas prêts d'adhérer, mais enfin la pression est là et la Serbie fait maintenant du chantage.

Le prochain rapport de la Commission dans un mois conclut que la Serbie est officiellement candidate ou alors « nous ouvrons une base russe sur notre territoire », a dit le Ministre serbe des affaires étrangères ; cela fait bien sûr sourire, mais cela marche très bien auprès des Suédois et des nouveaux adhérents. Je dois dire que la France et l'Allemagne sont très alignées sur ce sujet-là. C'est quand même un sujet qui empoisonne la vie de l'UE et qui montre bien que l'on n'a pas su le dominer et qui révèle aussi les autres insuffisances à savoir : une vraie politique étrangère, une vraie politique de voisinage avec les crédits qui vont avec et qui soient mieux utilisés qu'aujourd'hui.

Dernier point sur les institutions européennes : le Parlement européen a vu dans les deux derniers traités, depuis l'origine, ses pouvoirs s'accroître. Il est aujourd'hui un parlement de plein exercice avec des pouvoirs réels, des pouvoirs budgétaires qu'il exerce avec

beaucoup plus d'acrimonie que l'Assemblée nationale à l'égard du gouvernement français et qui est devenu une assemblée très difficile à comprendre et à gérer avec plus de 730 membres issus d'une double représentation (des Etats et des peuples).

C'est ce que la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe a pointé en disant que lorsqu'un Allemand sera représenté comme un Luxembourgeois, on pourra, à ce moment-là, imaginer un transfert de compétence au niveau européen parce que les critères démocratiques seront respectés alors qu'aujourd'hui, un Allemand est dix fois moins représenté qu'un Luxembourgeois au Parlement européen. C'est un sujet dont personne ne parle mais qui est devant nous parce que le Parlement européen a toujours davantage de pouvoir.

Le parlement actuel est à mi-mandat et il a déjà voté 247 textes législatifs qui sont généralement des règlements d'application immédiate ; les directives sont très minoritaires. Mais il a aussi voté 600 vœux. Il y a donc quelques chose qui se met en place ; on ne peut pas dire que le parlement européen soit une institution parlementaire qui prend en compte, ce que nous appelons nous Français l'aspect régalien de ses prérogatives ; cela lui est complètement étranger ; c'est extrêmement choquant et c'est la raison pour laquelle on essaye d'avoir un jeune français président de la sous-commission de la défense au Parlement européen.

En revanche, sur les sujets très juridiques d'environnement, c'est un parlement d'inspiration nordique, y compris d'ailleurs sur le plan déontologique, ce qui est quelque chose d'intéressant.

Enfin, on le voit dans la crise, il y a un triangle institutionnel qui pour les Français est difficile à comprendre ou à accepter entre la Commission, le Conseil et le Parlement.

La Commission n'a pas changé.

Le Conseil, c'est le représentant des états et les Chefs d'Etat se réunissent en Conseil européen, surtout au moment de la crise où il faut trouver des moyens financiers. Or ce triangle institutionnel est en train de voler en éclats car il existe un pouvoir législatif au Conseil dévolu aux ministres réunis en Conseil selon 11 formations différentes.

Il y a le Parlement européen avec ses deux chambres législatives.

Le monopole de l'initiative est réservé à la Commission et l'impulsion vient du Conseil européen qui donne les grandes orientations. En réalité, cette gouvernance est très difficile à beaucoup de niveaux, ce qui explique pourquoi l'UE donne ce sentiment d'éviter les sujets difficiles (sécurité, défense ne sont pas de la compétence du Parlement européen en vertu du traité de Lisbonne), alors que justice ou affaires intérieures relèvent d'une compétence partagée.

On n'arrive pas à faire prendre conscience au niveau européen de ce pouvoir d'Etat qu'il faut assumer, même s'il s'agit d'une union d'états souverains.

Sans vouloir m'étendre davantage sur ce constat, quelles réponses ont été apportées et quelles sont celles qui manquent ? Si l'on compare la situation de l'Europe en 2010 avec celle d'aujourd'hui, je dirais, par provocation, que l'Europe est le continent qui a le plus modifié sa gouvernance pendant la crise.

Il n'y avait pas de piliers économiques de l'UE et maintenant il y en a. Ce qui a été adopté de manière erratique et parfois en retard sur les événements mais sous leur pression, a donné lieu à deux traités : un traité sur le mécanisme européen de stabilité, c'est-à-dire l'embryon d'un fonds monétaire européen pour aider les états en difficulté et le traité d'union budgétaire qu'on appelle « fiscal contract », le renforcement de la coopération gouvernementale en matière économique, qui lui, va être signé le 1<sup>er</sup> mars et devrait entrer en vigueur, s'il est ratifié au 1<sup>er</sup> juillet.

Il y a un 3<sup>ème</sup> traité qui est en préparation et qu'il ne faut pas oublier non plus. C'est le traité d'adhésion de la Croatie le 1<sup>er</sup> juillet 2013, qui comportera un certain nombre de modifications institutionnelles. Par exemple, le traité de Lisbonne prévoyait de revenir à une Commission européenne recentrée où tous les états ne seraient pas représentés et lorsque les Irlandais dans un 1<sup>er</sup> référendum ont voté non, ils ont obtenu comme condition à la tenue d'un 2<sup>ème</sup> referendum notamment qu'ils garderaient un commissaire européen. On s'est donc engagé à mettre cela dans les statuts d'adhésion de la Croatie, ce qui veut dire que l'on progresse réellement.

Voilà pour les traités et je reviendrai sur leur contenu car sous la pression des circonstances, on a dû violer les traités.

*.....il manque une partie de l'enregistrement...*

La Banque centrale européenne des 27, avait commencé à alimenter le marché financier en liquidités en procédant à une interprétation extensive de son mandat car les traités lui interdisent de venir au secours des états défaillants. Elle l'a fait et les gouvernements l'ont fait, alors que les Allemands ne voulaient pas le faire car c'était une condition qu'ils avaient posée à la création de l'euro, qui figurait expressément dans le traité de Maastricht et qui a été repris dans les traités suivants. Le Bundestag ne voulait pas, l'opinion allemande était hostile à toute idée d'aider la Grèce et il a fallu six mois pour arriver à la convaincre. De ce point de vue-là, la France a joué un rôle extrêmement positif, ce sont des affaires très compliquées qui ont été inventées et traitées à Bercy. Le premier plan d'aide à la Grèce de Mai 2010 est une invention française qui bouleverse l'économie de l'euro pour nos partenaires allemands par exemple.

C'était donc sous la pression des circonstances, en traînant les pieds, en donnant l'impression que c'était l'Allemagne qui se défilait, que nous sommes arrivés à des réponses qui ont à peu près calmé la crise de confiance, bien qu'elle ne soit pas encore tout à fait assumée. J'ai d'ailleurs une grande inquiétude car la France s'est lancée dans un grand débat électoral démocratique, les agences de notation rôdent toujours et il ne m'étonnerait pas qu'entre les deux tours, elles ne fassent un mauvais coup, rien que pour rappeler qu'elles

existent. Et bien sûr, les mauvais coups répétés minent un peu la confiance, d'autant qu'en période électorale, on ne fait pas toujours les meilleures réponses.

Néanmoins, en dix-huit mois, on a beaucoup progressé dans la gouvernance et le contenu de ce qui a été décidé est largement ignoré, y compris de nos parlementaires qui l'on portant voté ; c'est un réel transfert de souveraineté budgétaire que la France a veillé à faire partager par la Commission et le Conseil. Le Conseil européen et la Commission européenne vont désormais avoir à partir d'un pacte de stabilité renforcée et il sera très difficile de s'opposer aux sanctions, puisque nous sommes suspectés par nos partenaires, nous Allemands et nous Français, d'être à l'origine de la crise en ne respectant pas le pacte de stabilité et en le modifiant (ce n'est pas ce que l'on a fait de mieux car cela traduit un certain laxisme à l'égard des règles européennes, qui explique en partie la situation actuelle).

Donc le Parlement européen a voté le nouveau traité d'union budgétaire, qui reprend des mécanismes extrêmement sévères de retour à l'équilibre budgétaire et de réduction progressive de la dette de 1/20 chaque année quand on n'est pas à 60 % du PIB.

Je pense qu'il y a là un ensemble de règles budgétaires parfaitement crédibles, extrêmement sévères, qui s'accompagnent aussi d'un pilier économique, qui lui, malheureusement est assez mal vendu et reste très vague ; évidemment, mettre tout le monde à la diète en même temps peut créer des effets économiques désastreux, comme on le voit en Grèce aujourd'hui, s'il n'y a pas à côté une meilleure allocation des ressources pour stimuler la croissance là où c'est nécessaire en Europe, c'est-à-dire dans les hautes technologies et les industries d'avenir.

On sent bien dans ce que l'on a adopté que les gouvernements sont déjà épuisés d'avoir négocié un tel traité et qu'ils ne sont pas pressés d'aller discuter de leurs grands investissements ensemble. Même chez nous et chez les Allemands, on voit bien malgré tout l'intérêt d'un grand emprunt où l'on met de l'argent public à des fins très précises avec des retombées économiques pour l'ensemble du secteur privé. On n'est même pas capable de partager cela aujourd'hui entre partenaires, cela n'est pas rassurant.

De manière générale, il manque un esprit de coopération qui a longtemps dirigé le cours des affaires européennes, que vous avez pratiqué et inventé pour beaucoup d'entre vous dans les domaines de la défense d'une manière que même les gouvernements n'imaginaient pas.

Mais aujourd'hui, au niveau gouvernemental et au niveau politique, ce qui me choque le plus, ce n'est pas un effet de la crise mais plutôt un repli identitaire, voire un égoïsme propre à chacun, un égoïsme à l'intérieur des états et entre les états.

A l'intérieur des états, ce sont les Flamands qui ne veulent pas payer pour les Wallons, Barcelone qui veut prendre son indépendance, l'Ecosse qui veut un referendum sur l'indépendance et entre les états, c'est la même chose.

C'est un sujet très préoccupant ; je l'analyse personnellement comme un égoïsme de riches dans un monde où il va falloir que l'on partage un peu plus.

Néanmoins, quand on n'a pas envie de partager, on s'accroche à ses acquis, on exclut de nos peuples des pans entiers de la société, par exemple les jeunes qui ont un taux de chômage considérable (40 % en Espagne, se traduisant par une réelle émigration à l'étranger, de même pour la Grèce, les Pays baltes ou la Lettonie qui a perdu un million de ses 3,5 millions d'habitants depuis qu'elle est indépendante).

Il y a là quelque chose de très difficile à contrer, il nous faudra des personnalités qui sortent un peu du commun pour exhumer cet esprit de coopération mondiale, le réinventer, sinon nous finirons tous « chinois » ; est en cause la grande valeur d'attachement à la démocratie et à son fonctionnement par rapport à un capitalisme qui est devenu, une fois récupéré par les anciens communistes, particulièrement efficace pour nier toutes nos valeurs démocratiques et bien sûr les valeurs européennes de solidarité entre les états, entre les régions et entre les différentes classes de la population, tout ce qui reste la marque de l'Europe, qui la distingue de son grand allié américain.

Voilà ce que je voulais vous dire tout d'abord.

#### *Applaudissements*

Nous avons relevé qu'il y a une telle méconnaissance, non seulement des mécanismes européens mais aussi des états membres que c'est aussi peut-être une des raisons pour lesquelles cet égoïsme se nourrit de la peur de l'autre. J'ai rédigé un petit texte sur l'histoire de chaque pays en deux pages et je vous en remets un exemplaire.

#### **Jean Didier Blanchet**

Merci Monsieur. Votre exposé est tout à fait passionnant à travers la façon dont vous avez vécu cette période de près et même de l'intérieur de l'institution ; je passe la parole à l'auditoire pour les questions.

#### **Général Jacques Favin-Lévêque**

Le point de la croissance dans le futur traité donne lieu à des débats et pourriez-vous préciser ce qui est prévu dans les textes ?

#### **Jean-Dominique Giuliani**

Il y a des intentions généreuses dans le traité mais, en réalité, il y a aussi des décisions qui ont été prises par le Conseil européen d'ores et déjà.

La Commission a réussi à trouver sous la pression pour la Grèce 82 milliards de fonds structurels qui n'étaient pas encore dépensés et qui, vont être, je l'espère, réorientés.

La Commission a dit qu'elle n'avait dépensé que 25 % des 330 milliards de fonds structurels qui devaient être dépensés entre 2007 et 2013. Puis après, elle a corrigé en disant aux Chefs d'Etat qu'il ne restait plus que 30 %. Cela note qu'il y a un problème de gestion réel où les crédits ne sont pas dépensés car il n'y a pas d'administration pour le faire. On a bien, à Bruxelles, de la corruption ; la Commission fonctionne bizarrement depuis la réforme de ses services. Ce ne sont pas les Commissaires qui signent comme un ministre, c'est le Directeur général qui est responsable sur ses deniers propres à concurrence d'un an de salaire, de l'utilisation des fonds européens devant la Cour des comptes. Voilà donc pourquoi c'est bureaucratique car dès lors qu'il manque une pièce, le directeur général dit non. Et si on s'adresse au Commissaire, il répond que ce n'est pas lui qui signe !

Il y a donc un problème d'allocations de fonds structurels et régionaux qui ont été inventés par Jacques Delors pour donner de la crédibilité à la solidarité européenne et pour pallier cette carence où l'on dit que la zone euro n'est pas une zone monétaire optimale car les différences ne sont pas acceptées en l'absence d'état central pour redistribuer les richesses. Jacques Delors a trouvé ce moyen, accepté par tout le monde, de redistribuer une partie de l'argent européen pour compenser les dysfonctionnements. Cela a bien marché dans un premier temps (au Portugal, en Espagne), mais on ne peut pas dire que cela a transformé ces pays et que l'outil économique ait été lui-même bénéficiaire de ces fonds.

En fait, on n'a pas donné à l'UE les compétences budgétaires nécessaires pour développer les politiques dans la durée. En matière de recherche, il y a beaucoup de saupoudrage et de gaspillage d'argent mais il n'y a pas les arbitrages que l'on est capable de faire en France dans la durée sur le nucléaire, l'aéronautique, le spatial, par nos autorités politiques.

### **Contrôleur général Jacques Perget**

Vous avez parlé de l'appréhension que l'opinion a devant l'application de ces règles qui sont dénoncées notamment à l'égard du traité. Cela nous conduira à poser deux questions :

- Il est quand même un peu troublant de voir que ce traité aussi important soit si peu diffusé et qu'il soit si difficile de se le procurer. Aussi, je me demande pourquoi on n'est pas plus transparent.
- Ma 2<sup>ème</sup> question est celle-ci : y a-t-il vraiment incompatibilité entre les règles de réduction de la dette prévues par le traité et l'application même des règles que vous avez rappelées dans un cas de mauvaise gouvernance, c'est-à-dire de non-respect de la règle d'or ?

A partir du moment où la réduction de la dette doit être de 5 % chaque année comment peut-on envisager d'appliquer la règle d'or dans un délai maximum de 4 à 5 ans. Il y a un peu incompatibilité dans l'architecture même des dispositions.

## **Jean-Dominique Giuliani**

Ce que vous dites montre bien que c'est quelque chose de décidé tout à fait dans l'urgence.

Sur la transparence, vous avez raison et vous mettez l'accent sur une dérive des institutions européennes accentuée par l'élargissement qui pour nous est extrêmement douloureuse et qui est une dérive idéologique et de vision de l'Europe. L'idéologie, c'est le libéralisme ; dans les années 1980-1990, à la Commission européenne, dans certaines de nos administrations, on n'avait rien à envier à Wall Street. Monsieur Barroso s'est converti au libéralisme, notre commissaire Michel Barnier a énormément de difficultés car il a été battu par son collègue lorsqu'il a présenté un texte règlementant les agences de notation. En vertu de ces clivages idéologiques qui demeurent et que l'on retrouve jusque dans les détails que vous indiquez et qui ont un effet désastreux sur l'opinion, laquelle pense que l'on lui cache des choses, nous allons payer très cher ce manque de transparence s'il n'est pas corrigé.

Concernant la compatibilité de la règle d'or avec la nécessité de la relance, j'ai un point de vue totalement déformé car j'ai été un collaborateur de Raymond Barre. Je pense que la dépense publique est une drogue douce et aujourd'hui violente. Si la dépense réduisait le chômage et créait de la croissance, compte tenu des montagnes de dettes et de déficits que nous avons accumulés, nous aurions une croissance à deux chiffres et pas de chômage. Et c'est l'inverse qui s'est produit ; au fur et à mesure que les déficits se sont accumulés, le chômage est monté (1 milliard en 74 et 3 milliards aujourd'hui) et au fur et à mesure que la dette s'est accrue, la croissance s'est ralentie.

Je sais bien que ce que je dis est politiquement incorrect mais vous le voyez bien dans le secteur de la défense où l'on essaie de mettre tout le monde sous la même toile. Or, vous le savez bien, ce sont des dépenses de souveraineté qui n'ont rien à voir avec les autres. Ce sont les autres qui coûtent le plus cher. Ce sont les dépenses de fonctionnement qui représentent 60 % du budget de l'Etat. Evidemment procéder au redéploiement de ces règles en période de crise est très dangereux. On voit en Grèce le résultat : - 25 % de PIB en 4 ans. C'est dramatique mais avons-nous le choix ? La thèse du Président de la République, vous la connaissez, c'est que l'on n'a pas le choix. Je le pense aussi et je pense que c'est compatible. Il y a eu au Canada une réduction de la dépense publique génératrice de croissance. Est-on capable de faire cela ? Nous sommes peu à le penser.

Et pourtant les Allemands ont fait avec Gerhard Schröder des coupes sévères dans les dépenses et cela a marché. Il est vrai que sur le plan social, ce n'est pas un modèle. Je pense quant à moi que l'on n'a plus le choix quant à la réduction de la dépense publique. Par exemple, pourquoi y a-t-il tant de fonctionnaires au ministère des finances, alors qu'il y a vingt millions de Français qui télé-déclarent leurs revenus ? Il faut diminuer la fonction publique et je pense que cela se fera, quelle que soit la majorité qui viendra au pouvoir.

## **Question**

La réduction de la dette est la règle d'or. La règle d'or doit être appliquée et malheureusement la réduction de la dette n'est pas compatible avec le délai d'application de la règle d'or.

### **Jean-Dominique Giuliani**

Moi, je ne suis pas aussi pessimiste que vous car tout ce qui a été voté est très compliqué et il faut mettre en place le mécanisme de frein à la dette et de réduction des déficits. Je pense que l'on peut faire les deux à la fois mais dans la dernière version du traité, la réduction de la dette, on n'en parle presque plus, là, je crois que vous avez raison.

### **Général Jean Rannou**

Vous avez parlé tout à l'heure de la qualité des gens qui sont à Bruxelles. Comment expliquez-vous ce décalage : on va vers une période difficile et on nomme des gens qui manifestent une totale absence dans toutes les crises ? Comment expliquez-vous que les Etats aient réussi à faire cela ?

### **Jean-Dominique Giuliani**

Ce n'est pas une règle générale car il y a des gens de qualité. C'est surtout le système qui ne tire pas vers le haut. Je disais tout à l'heure que les gouvernements, les Etats et les institutions ont posé le sac ; quand on fait une monnaie unique en 1992, on doit dès le lendemain se remettre au travail car il y a un problème de légitimité, un problème démocratique fondamental et il faut améliorer les institutions pour intégrer dans la politique nationale la dimension européenne.

Et cela dépend beaucoup des grands chefs. Entre Giscard et Schmidt il n'y avait pas de problème car ils étaient très européens. Aujourd'hui, par contre, avec l'arrivée aux affaires de personnalités qui sont moins engagées, on a le sentiment que l'on s'est arrêté de construire l'Europe plus démocratique.

Mais on peut dire que la crise va aussi avoir des avantages et peut-être aussi avons-nous trop construit l'Union européenne à Bruxelles ? Les Français sont très inquiets au sujet de la situation de la Grèce et si l'on regarde sur le long terme, cela veut dire qu'il se crée un frein démocratique chez le public européen. Madame Merkel fait la campagne politique de Monsieur Sarkozy car elle a peur que Monsieur Hollande change les traités. On s'inquiète du 19 % de l'extrême droite finlandaise. Il faut que la classe politique réagisse. Il est bien évident que l'Europe a besoin d'un nouvel élan.

### **Jean-Didier Blanchet**

Concernant l'euro, il faut reconnaître un certain attachement des français puisque seule une minorité souhaitait revenir au franc.

## **Jean-Dominique Giuliani**

C'est vrai et les sondages le confortent. Les Grecs répondent non à 70 % à la question de sortir de l'euro d'un côté, d'un autre côté, les gens se demandent pourquoi ils auraient à payer des impôts pour les Grecs.

## **Yves Pagniez**

Tout ce qui vient d'être dit fait quand même apparaître un euroscepticisme qui gagne dans la zone euro. Est-ce qu'il n'y a pas là un problème de communication de la part de Bruxelles ? Est-ce que la citoyen français, allemand, grec, a vraiment conscience de ce qui se passe à Bruxelles et que vous nous avez rappelé ou bien est-ce qu'il ne voit cela qu'à travers un prisme très déformant ?

## **Jean-Dominique Giuliani**

Les réponses sont dans votre question, Monsieur l'Ambassadeur. Vous avez raison la politique de communication est vraiment désastreuse. Dans le prochain rapport sur l'état de l'Union, je dis ce qui me plait à la Commission à savoir qu'ils ont dû confier leur communication à des eurosceptiques. C'est mal organisé car la Commission n'est pas assez ramassée ou concentrée sur l'essentiel ; c'est un vrai drame que la communication européenne.

Il faut dire qu'on a fait de l'UE une sorte d'organisation internationale régionale et quand les politiques s'en sont désintéressés, heureusement il y avait les diplomates pour la faire tourner et ils sont devenus européens, si bien qu'elle est gérée beaucoup trop sur le mode diplomatique.

Il s'agit de politique pure quand on parle de fiscalité, de règle d'or et c'est aux hommes politiques de s'en emparer. Or, incontestablement, nous sommes dans une phase de creux mais je pense que ce n'est pas terminé et qu'il y aura un rebond chez des hommes ou chez des femmes qui vont réagir.

Je pense que l'on connaîtra une période plus faste, plus enthousiaste. Il faut dire que l'on a fait tout ce qu'il fallait pour que l'on n'y comprenne rien ; au Quai d'Orsay, il y a des spécialistes de l'UE qui maîtrisent les traités magnifiquement, tandis que leurs collègues des bureaux d'à-côté ignorent tout de cette complexité. Ce que je dis ne traduit pas de l'euroscepticisme mais je reste franc et lucide et persuadé que c'est un engagement, et le meilleur choix pour notre pays, le choix le plus raisonnable pour notre continent.

## **Question**

Il y a des quantités de blocages qui sont de diverses natures (institutionnelles, mauvaise organisation économique, insuffisance de communication, etc.) et comment faire pour repartir vers une dynamique vertueuse ?

## **Jean-Dominique Giuliani**

C'est l'économie, toujours l'économie, voire dans un sens plus large, et il faut aborder les problèmes sociaux (retraites car on a un problème démographique en Europe et la France aurait beaucoup à faire valoir. L'Allemagne n'arrive pas à mettre en place une politique familiale, elle a intérêt à parler avec la France, même pour l'opinion allemande. Il nous faut pour cela des dirigeants passionnés qui puissent laisser cette trace-là.

Il faut commencer par l'économie et le travail et le sujet de l'avenir, je le crois, c'est le droit du travail. Monsieur Sarkozy ou Monsieur Hollande, s'ils sont élus, vont s'attaquer au droit du travail car on a des blocages qu'il faut résoudre (droit de grève dans les transports notamment).

### **Père Valentin**

Vous avez parlé des investissements. Mais quels investissements possibles, car vous avez dit que sur les gros investissements, les pays ne veulent pas en discuter entre eux ? Aussi quels seraient les chantiers possibles aujourd'hui dans lesquels un certain nombre de pays européens pourraient s'impliquer, et pourquoi n'existe-t-il pas une commission à Bruxelles capable de forcer les pays à se confronter sur des choses qui seraient possibles ?

### **Jean-Dominique Giuliani**

Il y a déjà des choses qui se font. En matière énergétique, par exemple, on est en train de financer des réseaux énergétiques qui rendent tous les états solidaires en Europe.

En matière de technologies avancées et de technologies de l'information, il y a aussi énormément de choses qui se font avec des financements européens et des financements nationaux (à titre d'exemples le système de contrôle d'identité du FBI est un produit français).

Autrement dit, dans tous ces systèmes il y a des coopérations et il y en a même dans le cadre de l'OTAN qui donne de l'argent pour certains projets.

### **Général Jean-Paul Perruche**

J'ai bien compris qu'avec la nouvelle directive stratégique l'OTAN d'avant, celui des années 1990, est mort. Mais l'OTAN garde un intérêt certain pour les Etats-Unis, même s'ils veulent moins s'y investir sur le plan de la sécurité. Ils tiennent cependant à rester présents pour conserver le contrôle d'un certain nombre de choses et il y a pour moi deux actions possibles :

- 1- Soit on met l'accent sur l'autonomie, la responsabilité des Européens pour qu'ils deviennent des alliés fiables et, c'est la voie que je préconise, il faut encourager les européens à aller au-delà de leurs divisions et il faut les amener à « *faire ensemble* ».
- 2- Soit il convient de dire ce qui est écrit dans la directive Obama c'est-à-dire « *faites, vous les Européens, des projets à deux ou trois et, si vous avez des rentes communautaires, affectez-les dans l'OTAN car vous n'arriverez pas à couvrir tout le spectre de vos besoins : c'est seulement par addition que vous pourrez le faire avec la*

*présence de quelqu'un pour organiser tout cela dans l'OTAN. Et en échange de quoi, on vous apporte toute notre garantie de sécurité ».*

Donc les projets de coopération dans l'OTAN qui sont poussés maintenant vers le Sommet de Chicago traduisent une OTAN qui a l'exclusivité des affaires de Défense et de Sécurité en Europe, là où l'on aura de plus en plus de programmes de sécurité collectifs qui seront à la disposition du SACEUR pour accomplir tout ce qu'il y aura à faire. On a donc là un vrai problème qui est la mutualisation « *pooling and sharing* » dans l'OTAN ou dans l'UE, et ce n'est pas la même chose.

### **Jean-Dominique Giuliani**

C'est vrai mais il n'y a pas le mot UE dans l'OTAN et quand on parle d'Europe, il y a l'AED ; il n'y a pas que le domaine militaire dans lequel il y a une excellence européenne et sur lequel on peut concentrer les investissements. Il faut bien sûr que tous les états soient d'accord sur les grands projets pour pouvoir les financer.

Je voulais cependant vous faire savoir que l'Europe est en train de se reconcentrer sur un noyau dur, ce qui est un vieux rêve français : France et Allemagne, nous avons 49 % des droits de vote à la Banque centrale européenne et nous faisons 40 % du PIB de la zone euro. On sent bien qu'il va y avoir un noyau dur, c'est inéluctable et le meilleur moyen de le faire accepter, c'est d'avoir des projets concrets incluant de grands états, à condition de rester ouverts.

La France et l'Allemagne ont décidé qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2013, l'impôt sur les sociétés aura une assiette et un taux commun. C'est pourquoi je pense que la relance de l'Europe se fera par la fiscalité

### **Général Jean Rannou**

Vous n'avez pas parlé du rapport avec l'Allemagne. Je prends le domaine que je connais un peu, celui de l'aéronautique et du spatial ; il y a de très grandes inquiétudes dans les entreprises françaises (DASSAULT, THALES, EADS, SAFRAN, DCNS) à cause du transfert progressif en Allemagne des compétences - recherche technologique en particulier - et des fabrications d'équipements, au point que l'on peut désormais être inquiet pour EADS France. Aussi, comment voyez-vous l'équilibre avec l'Allemagne dans des conditions qui sont aujourd'hui un peu compliquées ?

### **Jean-Dominique Giuliani**

Les Français voient l'Allemagne comme la France. L'Allemagne n'a pas la politique de filière, de souveraineté, de sécurité que nous avons. Il peut y avoir des problèmes avec les entreprises allemandes mais l'Etat allemand fédéral n'est pas du tout l'Etat français.

### **Jean Rannou**

Je ne parlais pas de l'Etat. Je veux simplement rappeler le discours du Président allemand d'EADS qui dit : « *je suis là pour créer de l'emploi en Allemagne* ».

### **Jean-Dominique Giuliani**

Mais c'est une réforme qui a commencé sous Kohl qui a voulu relocaliser l'industrie allemande et cela lui a fait perdre les élections en 1994. Il faut dire qu'à l'époque, toute l'industrie allemande se délocalisait aux frontières, Slovaquie, Tchéquie et même plus loin. Ceci implique leur volonté, aujourd'hui, de relocaliser leur industrie.

La différence avec nous, c'est que nous, nous cherchons à garder un savoir-faire en toute indépendance. Et cela, ça ne compte pas en Allemagne, ce n'est pas le sujet. Le sujet est commercial et industriel.

### **Général Jean Rannou**

Je ne partage pas tout à fait votre point de vue et je vous donne un exemple : contrairement à ce qu'on pense, le financement de la recherche aéronautique militaire par l'Etat est plus élevé en Allemagne qu'en France. Et cela ne se voit pas du fait du mode de financement mis en place. Je me demande au fond comment on peut faire fonctionner un couple franco-allemand aussi déséquilibré !

### **Jean-Dominique Giuliani**

Il ne l'est pas autant ! Si vous regardez les agrégats économiques, et tous, sur le long terme, depuis la guerre, on a exactement convergé, sauf depuis quatre ans où s'est produit un décrochage. Ce décrochage très fort, c'est le prix des réformes Schröder, une politique volontaire, une liberté laissée aux industriels sur les investissements, la formation et la recherche. Vous avez donc raison et j'espère que l'on va corriger cela.

### **Guy Petibon**

Ma question est subalterne et interne à l'Europe. Vous avez traité l'essentiel et nous sommes tous d'accord.

Je suis préoccupé, quant à moi, sur la compétitivité différente de la France et de l'Allemagne. Et je m'explique : depuis la guerre, d'année en année, on perdait 2 à 3 % de compétitivité et tous les dix ans on dévaluait de 10 % et on avait une balance des paiements supérieure à celle de l'Allemagne.

L'arrivée de l'euro fait que, effectivement, d'année en année, on a perdu de la compétitivité vis-à-vis de l'Allemagne et ceci depuis quatre ans. Ma question est assez difficile. Est-il vraiment indispensable, à vie, d'avoir une parité marquée dans le marbre à 6,55 et est-ce que l'on pourrait admettre, tous les cinq ans, voire tous les dix ans, que nos ministres se mettent autour d'une table pour rechiffrer ?

### **Jean-Dominique Giuliani**

Vous n'êtes pas le premier à vous poser cette question et je partage la pensée du Général de Gaulle et celle de Raymond Barre : monnaie forte, économie forte et je le crois vraiment. La France, elle, s'est droguée à la dévaluation ; c'est de la fausse compétitivité, 17 dévaluations au XXème siècle. Alors, sur le moment, ça paie. (Ma première fonction dans la fonction publique à l'âge de 22 ans, était de promouvoir les exportations agro-alimentaires). Un directeur, au ministère qui ne savait pas comment faire, est allé dans des facultés pour recruter les jeunes à cet effet. Je suis allé en Grèce, en Espagne pour vendre des produits français. Toute la mécanique gouvernementale était organisée pour cela et on est devenu le premier exportateur de produits agro-alimentaires, ce qui n'est plus le cas, puisque l'Allemagne nous a dépassés.

Je pense que régler le problème par un changement de parité, on peut y penser pour la Grèce, ce n'est que gagner un peu plus sans pouvoir régler le problème. Je vais vous le redire, le problème pour moi, c'est le droit du travail.

### **François Chabannes**

J'ai été début décembre au World Policy Conference de Thierry de Montbrial où il y avait beaucoup de gens, pas beaucoup d'Anglo-Saxons.

Et en temps réel Jean-Daniel Levy était en train de négocier. Après une nuit, il est arrivé et nous a un peu rendu compte de ce qui s'était passé.

L'évènement était que l'Angleterre s'était un peu détachée du pays. Et vous avez dit aussi au début et cela m'a frappé que à travers les Agences de notation un certain nombre de gens étaient gênés par l'euro et en voulait la fin ; or, il se trouve que cet été en rencontrant le plus grand banquier français qui m'a dit : « Il y a un problème majeur c'est que l'euro gêne, comme autrefois l'étalon-or, le dollar et ils veulent lui faire la peau.

La question pour les Américains, on le sait, éternelle est de savoir en Europe de quel côté on va basculer. Et à un moment la City considérait l'euro comme un investissement prisé par le Moyen Orient, que la City avait pour l'euro des yeux différents de ceux des Américains. Ma question est la suivante : « Où voyez-vous l'Angleterre ? »

### **Jean-Dominique Giuliani**

J'y étais il y a quinze jours et on a été reçu par le Premier Ministre qui sera à Paris demain d'ailleurs, par le Ministre des Finances Osborne. Et la volonté était d'apaiser les choses sur le thème : régler vos problèmes, vous-mêmes, on le comprend. Il y en a tellement que la situation est extrêmement préoccupante. Ils ont le sentiment que les Américains regardent ailleurs et que la nouvelle doctrine Obama les conforte là-dedans.

Demain, si j'ai bien compris, il est question de signer entre BAE et Dassault, un certain nombre de décisions sur l'avion sans pilote futur. On les sent toujours partagés, jamais francs mais l'idée du fédéralisme européen accommodée leur est complètement étrangère. Ils

ne peuvent pas la concevoir. Cela ne va pas avec la culture de la Reine, avec la nostalgie de l'Empire et aucun homme politique n'ose sortir le bout du nez pour le dire.

Donc je crois que comme d'habitude chez les Anglais: nécessité fait loi. Si nous réussissons à rétablir la situation de l'euro, ils viendront parce qu'ils n'auront pas le choix. On peut jouer la place off-shore ancrée au large du continent, mais pas longtemps. On les sent totalement rétifs à l'idée mais ils ne peuvent pas ignorer que l'économie est là.

### **François Chabannes**

La seconde remarque c'est que pendant ce colloque, il y avait beaucoup d'asiatiques. Il y a un ambassadeur de Singapour qui m'a dit : « pourquoi n'y a-t-il pas à la tête de l'Europe des gens d'envergure qui soient visibles ? Les enjeux sont tels, comment se fait-il que vous n'ayez pas mis des personnalités compétentes là-dedans ? Et il m'a dit : « *Méfiez-vous parce que les Anglais vont vous en proposer* ». Il considérait que les faiblesses de l'Europe et surtout de la France, c'était d'avoir un peu abandonné les traditions du travail. Fondamentalement ce qui vous affaiblit c'est que vous avez osé toucher à votre capacité de travail.

### **Jean- Dominique Giuliani**

- 1- Ce n'est pas un modèle pour l'Europe ni pour le monde et encore moins pour le modèle chinois. Ils ne vont pas nous donner des leçons. C'est très important.
- 2- Vous avez de grands patrons qui, en privé, disent : la démocratie, c'est bien gentil mais le modèle chinois ? Là, je redeviens américain. Il y a quand même des valeurs fondamentales. Il y a la réalité. Il y a les problèmes que la Chine doit régler. Quand on voit la plus grande concession au monde Rolls Royce et 50 kms plus loin la misère, c'est intenable. Il ne faut pas que nous nous dévalorisons. Il ne faut pas se surévaluer, il faut être plus modestes mais il ne faut pas se dévaloriser.

Nous avons tendance à nous dévaloriser et il faut cesser cet état d'esprit. Dans les 500 plus grandes entreprises mondiales il y a une majorité d'entreprises européennes et si on additionne tous nos pays, il y a plus d'entreprises françaises qu'allemandes. Donc on a encore des ressorts.

Sur les nominations, il faut que l'on arrive à dépasser les notions traditionnelles de souveraineté pour arriver à accepter qu'il y ait aussi des hommes de bonne qualité, quelqu'un comme Monsieur Jean-Claude Trichet qui a eu un pouvoir fédéral et l'a plutôt bien exercé dans l'intérêt commun.

Les mesures prises par Monsieur Draghi de sa propre autorité et par son Conseil pallient les carences de nos gouvernements.

### **Monsieur Jean Didier Blanchet**

Comme Monsieur Trichet l'a fait en août 2007.

**Jean-Dominique Giuliani**

Il faut qu'il prenne les responsabilités historiques. Dans la nouvelle version sur l'état de l'Union que nous publions en mars, il y a un entretien avec Jean-Claude Trichet.

**Monsieur Jean Didier Blanchet**

Vos propos ont été passionnants. Bravo pour votre brillante communication sur tous ces points. Merci beaucoup.

*Applaudissements très nourris*